

Contrastes

► N° 235 ■ Bimestriel ■ Juillet - Août ■ 2026 ◀





Édito

Une toute petite phrase

C'est une petite phrase qui veut tout dire et rien dire. Quelqu'un la lâche au détour d'une conversation anodine, pour rappeler à son interlocuteur qu'il n'est pas aussi objectif qu'il affirme l'être. Ou elle trône au sommet des éditos militants. Elle résonne dans le vide, elle réveille, elle galvanise, elle agace... C'est une petite phrase qui a une histoire, qui est très actuelle et qui a de l'avenir. On l'adore ou on la déteste. « *Tout est politique.* »

Ce numéro de *Contrastes* lui est entièrement dédié. Il explore d'où vient ce slogan, quels sens différents il peut avoir selon le contexte. Car, comme souvent avec les petites phrases, on peut leur faire dire ce qu'on veut tant qu'on ne définit pas les mots qui la composent.

« **Politique** », d'abord. Parle-t-on de la politique politicienne et partisane, ou bien du fait que rien ne tombe du ciel, que les choses, les lois, les habitudes, les normes sociales sont le fruit de décisions humaines et pourraient être autrement ? Et si c'est le cas, comment se construit la « politique », quand, avec qui, à partir de quelles réalités, jusqu'où ? Politiser la vie, n'est-ce pas d'ailleurs le rôle d'un mouvement d'éducation permanente ? Poser la question, c'est y répondre... mais faut-il le faire tout le temps, sans précautions, avec les premiers venus et sans crier gare ?

« **Tout** », ensuite. Les élections, c'est évident, ainsi que les gouvernements, les parlements, les programmes, les nominations. Mais encore : nos types de logement, les émissions radio, nos achats, l'aménagement des voiries, nos boycotts, les pou-belles, la coupe du monde, nos barbecues, les forêts, nos voitures, vos chaussures. Et même davantage : nos choix de vie, nos amitiés, nos amours. Vraiment ? Lisez, vous verrez.

« **Est** », enfin. Ce n'est pas pour faire de la philosophie abstraite, mais parce que ce petit mot masque l'essentiel. Un caillou, un sourire, un désert, c'est politique ? Oui et non. Non parce que matériellement, pris isolément, ça ne l'est pas. Mais oui parce que dès que des êtres humains s'en mêlent, ça le devient.

Nous avons gardé le point d'interrogation dans le titre de ce dossier. Parce que cette petite phrase jetée au visage d'un interlocuteur, ça ne mène pas bien loin, mais comme question centrale de votre magazine préféré, ça claque et ça vous invite à chercher vos propres réponses.

Guillaume Lohest

Ont collaboré à ce numéro :

Claudia Benedetto
Adrienne Demaret
Guillaume Lohest
Renato Pinto
Charlotte Renouprez

Rédacteur en chef :

Guillaume Lohest

Crédits photos :

Canva, Freepik, Unsplash

Graphisme & mise en page :

Magali Lequeux

Éditeur responsable :

Charlotte Renouprez,
rue du Lombard 8 - 5000 Namur
Tél : 081/73.40.86
secretariat@equipespopulaires.be

T'es neutre, toi ?

Billy et Renée au Café du commerce



Par Renato Pinto et Guillaume Lohest

Billy et Renée ne sont d'accord sur rien mais discutent de tout. Ou plutôt, même quand ils sont d'accord, ils s'arrangent pour ne pas l'être tout à fait. Comme tout le monde, quoi. Alors, dès qu'ils ont eu vent du sujet de ce Contrastes, ils se sont donné rendez-vous au café pour en parler en long et en large. Nous avons enregistré leurs plus belles perles.

Billy : Ça me fatigue, mais ça me fatigue, tu peux pas savoir ! Je ne sais pas si je vais le lire, ce dossier-là... « Tout est politique », qu'est-ce que ça veut dire encore ? Quand je fais la sieste, c'est politique ? Quand je coupe une pizza en huit morceaux, c'est politique ? Quand j'invite de la famille ou des amis à manger un bout à la maison, c'est encore politique ? Et si je me promène dans la forêt, c'est toujours politique ? Je te le dis tout de suite, je pense qu'il y a des tas de choses qu'on fait qui ne méritent pas trop de débat politique.

Renée : Tiens, à ce propos, tu as vu le dernier numéro de la revue *Socialter* ? *Temps libre, grand air, sensualité, fête... Pourquoi nos plaisirs sont politiques*¹. C'est intéressant. Je te lis un extrait de l'édito : « *derrière chacun de nos moments de farniente, il y a la longue, bruyante, féroce histoire de la conquête du temps libre.* »

Billy : Et ça recommence ! On a quand même le droit de profiter de son temps libre sans réfléchir à tout ça, non ?

Renée : C'est juste un exemple. Mais tu parlais de pizza... Ce qu'il y a dans ton assiette, voilà un excellent exemple ! Consommer, acheter, c'est faire de la politique. On dit même que « manger, c'est voter trois fois par jour² ».

Billy : Tu crois que je pense à ça quand je fais les courses ? Allez, ferme ton magazine et reprends plutôt un verre...

Renée : Bon, je vois que tu n'es pas d'humeur à discuter... Santé, hein !

Billy : À la tienne !... Eh, dis, pour parler d'autre chose : tu as vu le score du match d'hier soir ? C'était quelque chose, pas vrai ?

Renée : Ah, c'est toi qui reviens toujours avec la politique ! Le foot, le sport... Tu penses que ça n'a rien à voir avec la politique ? La preuve, avant le début de la Coupe du Monde, on entendait des reportages qui expliquaient tous les enjeux. J'ai écouté une partie de l'émission avec cette journaliste qui explique bien les choses compliquées. Tu vois ? Le grand dossier... ça passe sur La Trois³.

Billy : Je vois le genre... Ces émissions compliquées où ça bavarde pendant des heures... Les gens n'ont pas forcément envie d'écouter ça le soir quand ils rentrent du travail. Quand on est fatigué, on voudrait parfois s'asseoir tranquillement devant la télé. Quand je regarde un match de foot, je ne pense pas à tout ce qui se passe autour du terrain.

Renée : C'est pareil avec le Tour de France, tu sais. Pourquoi le président français vient toujours pointer le bout de son nez sur une étape, à ton avis ? Et on peut dire la même chose à propos de toutes les grandes compétitions sportives.

Billy : Ouais, ouais... Mais ne viens pas me dire que la frappe du gauche à la nonantième minute en pleine lucarne, c'est aussi le résultat d'un choix politique !

Billy boit une gorgée, satisfait d'avoir marqué un point.

Billy : Tu te creuses trop les méninges, voilà ce qu'il y a. C'est à cause de ton groupe de tricot, là... Je sais bien qu'en fait, vous ne faites que parler de politique.

Renée : Quand tu fais ton bénévolat au magasin de seconde main, c'est aussi de la politique. Le volontariat, c'est une façon d'exercer sa citoyenneté, de s'impliquer pour le bien de la communauté⁴...

Billy : Bon, OK. J'ai compris ton point de vue, tu sais. C'est le même que celui de mon neveu, qui est prof, et qui répète tout le temps que même en classe, « la neutralité n'existe pas ». On a déjà fait le débat cent fois.

Renée : Il a tout à fait raison, la neutralité n'existe pas !

Billy : C'est vrai. Même si je dis que sur une question, je suis neutre, ou si je ne dis rien, en réalité mon attitude renforce l'opinion majoritaire... Un prof qui se dit neutre devant ses élèves, en fait il n'est pas neutre, il accepte la réalité dominante.

La neutralité n'existe pas

Dans de nombreux domaines (les sciences, l'Histoire, la géographie...) ou institutions (l'école, la Justice...), on a tendance à penser qu'il existe une neutralité. Pourtant, cette prétendue « neutralité » est toujours une illusion. Quand on donne un cours d'Histoire, par exemple, on raconte toujours selon un certain point de vue. Et si on fait des recherches scientifiques, c'est toujours avec des moyens, un objectif, un contexte particulier, qui n'ont rien de neutre !

Oui mais, dans un débat, si on ne dit rien, si on se tait, là au moins on fait preuve de neutralité, direz-vous. Eh bien, non ! C'est à nouveau une illusion que l'écrivain et philosophe Jean-Paul Sartre a résumée par la formule : « *Se taire ce n'est pas être muet, c'est refuser de parler, donc parler encore* ». Desmond Tutu, plus clair encore, a déclaré : « *Si vous êtes neutre dans des situations d'injustice, vous avez choisi le côté de l'opresseur.* »

Renée : Tu vois, on est d'accord, Billy !

Billy : Oui mais attends. Une fois que tu as dit cela, tu fais quoi ? Est-ce que dire que « la neutralité n'existe pas », ça signifie qu'il n'y a pas une certaine attitude à avoir face à un groupe d'élèves, que tu es là pour donner ton avis à tout bout de champ ? Ou quand tu écris dans une revue, dans un journal, même si la presse n'est pas neutre, ça signifie qu'on peut écrire ce qu'on veut, comme on veut ? Non. Donc la neutralité n'existe peut-être pas, mais l'honnêteté, la déontologie, la réserve, le recul, tout cela, oui. Et cela revient à dire que la neutralité n'existe pas comme absolu, mais qu'on peut être plus ou moins neutre quand même...

Renée : Te voilà maintenant centriste, nuancé ! Ce n'est pas comme ça qu'on change le monde... Il faut de la radicalité !

Billy : Sincèrement, je suis plutôt d'accord avec toi. Rien n'est tout à fait neutre, tout a une dimension politique... Mais il faut aussi de la joie de vivre. Or, tout politiser tout le temps, excuse-moi du terme mais c'est terriblement chiant ! Je crois que parfois, la convivialité est plus importante que la politique. Sinon, on risque de se disputer sans cesse et on n'a même plus la possibilité de vivre ensemble parce qu'on ne se supporte plus.

Renée : Ça, je ne dis pas le contraire.

Billy : En plus, tu sais, on peut dire aussi « tout est scientifique », « tout est psychologique », « tout est sociologique », « tout est philosophique »... ça marche avec tout. On peut porter un regard politique sur tout. Mais faut-il le faire tout le temps ? *That's the question...*

Convivialité ou politique ?

Cette tirade touche à un vrai débat philosophique. D'un côté, comme l'a reconnu Billy, rien n'est totalement neutre : nos gestes, nos mots, nos silences ont souvent une portée politique — c'est un constat aujourd'hui largement partagé. Mais d'un autre côté, vouloir tout discuter en permanence sous cet angle peut épuiser le lien social, surtout si chacun n'a pas la même énergie ou le même goût pour le conflit. Le mot « convivialité » vient du latin *convivere*, « vivre ensemble », et désignait à l'origine le fait de partager un repas, une table commune (*convivium*) : il porte donc en lui l'idée d'un lien qui se construit par le partage, non par l'affrontement. La philosophe Chantal Mouffe propose une distinction utile : le désaccord vivant, où l'on peut être adversaires sans se détruire (l'agonisme), et l'affrontement stérile, qui finit par détruire la relation (l'antagonisme). Vu sous cet angle, Billy ne veut sans doute pas dire « arrêtons de parler politique », mais plutôt « retrouvons cette table commune où l'on peut penser ensemble sans cesser de vivre ensemble ». La vraie question n'est donc pas de choisir entre lucidité critique et convivialité, mais d'imaginer les conditions — quels temps, quels lieux, quels tons — qui permettent aux deux de coexister sans que l'une n'étouffe l'autre.

Les deux compères se désaltèrent en silence pendant quelques secondes.

Billy : On irait bien au ciné, un de ces jours ?

Renée : Oh, à propos de cinéma... Tu dis que je ne change jamais d'avis... Eh bien, l'autre jour, grâce à une copine du tricot justement, j'ai complètement changé de point de vue sur tous ces films américains, ces blockbusters... Et puis les trucs dans l'espace ou dans des mondes imaginaires, avec des tas d'inventions et de créatures bizarres...

Billy : Oui. Et en quoi ça t'a fait changer d'avis ? On sait très bien que ce n'est pas avec toi que j'irai voir le prochain Christopher Nolan.

Renée : Eh bien, justement. Je pensais que c'étaient des trucs complètement idiots mais, en fait, si on regarde ça avec d'autres lunettes, il y a pas mal d'éléments intéressants. Le cinéma, au fond, ça offre aussi un regard sur la société. Les droits des femmes, la surconsommation, les rapports de domination, la représentation des minorités... *Le Seigneur des anneaux*, tiens, c'est une critique terrible de la société industrielle.

Quand la fiction devient un terrain politique

Regarder un film ou une série avec des lunettes politiques, comme le fait Renée, est un geste classique. Le journaliste Sébastien Fontenelle l'a fait avec *Le Seigneur des anneaux*, y lisant une critique du pouvoir totalitaire et une inspiration écologiste, contre les récupérations réactionnaires de l'œuvre. Pablo Iglesias, ex-leader de Podemos, a fait de même avec *Game of Thrones* dans son livre *Ganar o morir*, y analysant les rapports de pouvoir et les stratégies politiques de la série. Ces deux cas montrent qu'une fiction n'a pas forcément un message politique rigide, mais qu'on peut construire des lectures politiques plus ou moins solides à son sujet. La remarque de Renée n'a donc rien d'excentrique — elle rejoint une tradition critique bien établie.

Billy : Donc, tu viendras avec moi ?

Renée : Pas fou, non ? Tu as vu le prix des places ?

Billy : À peu près pareil que le prix de ton magazine...

Renée : Je préfère donner mon argent à la petite presse indépendante. Voilà. Les médias et les journalistes doivent rester libres de faire leur boulot convenablement. Tu as vu, en France : Bolloré est

en train d'utiliser son empire médiatique pour faire pencher la balance à droite toute. Quand je te dis que...

Billy : ... tout est politique ? Ça va, j'ai compris. Mais n'oublie pas l'autre chose : si on n'enlève pas parfois ses lunettes politiques, on devient insupportable et on fait fuir tout le monde.

Renée : Bon, allez, OK pour le cinéma. Je me retiendrai de réfléchir pendant deux heures. Mais pas plus ! □

1. *Socialter*, n° 76, juillet-septembre 2026.

2. Cf. article pages 14 à 16.

3. *Football, une arme géopolitique*, 08.06.2026.

4. *Aux actes citoyens ! Le volontariat, une arme de construction massive*, Plateforme francophone du Volontariat, 2016.

Tout peut être changé



Par Charlotte Renouprez

Prendre conscience que tout est politique, prendre conscience de ce que cela implique est une base fondamentale de notre travail en éducation permanente. En effet, penser le monde et nommer les choses telles qu'elles sont, c'est se donner les moyens de changer ce que nous souhaitons changer.

« Tout est politique ». Énoncée rapidement, cette phrase pourrait donner l'impression de relever du mot d'ordre simpliste. Elle est d'ailleurs souvent mal comprise, voire disqualifiée. Certains confondent politique et partisan, d'autres qui y voient une exagération militante - « arrête de tout politiser, on ne peut plus rien dire/faire (biffer la mention inutile) ».

Mais qu'est-ce que cela signifie, au fond ?

Les origines du slogan sont attribuées à la révolte des étudiants de mai 68. En affirmant que « tout est politique », elles et ils affirmaient un principe de base : les relations de pouvoir et de domination se nichent dans l'ensemble de la société. Pour le dire autrement, l'ensemble des domaines de notre vie quotidienne, depuis ce qui semble le plus trivial (*qu'est-ce que je mange au petit-déjeuner ? où est-ce que je décide d'emmener mes enfants le dimanche après-midi ?*), le plus arbitraire, relevant d'affinités qui nous sont propres (*avec qui je tisse des amitiés ? avec qui je me mets en couple ?*) ou le plus naturel, neutre, évident (des phrases comme « le masculin l'emporte », « le Belge a une brique dans le ventre »...), eh bien tout cela est construit socialement, traversé par les rapports de pouvoir et de domination qui structurent la société. Tout est le produit d'une certaine organisation de la société et de choix collectifs, rien ne peut se construire « en dehors » de cela, pas même le fait de vouloir s'extraire de la société.

Des implications majeures

Rien n'est neutre. Aucun choix, aussi petit ou anecdotique soit-il, n'est politiquement neutre. Même choisir de ne pas choisir, de ne pas se positionner. Faut-il pour autant se prendre la tête à chacun des milliers de choix que nous devons opérer quotidiennement ? Adopter une sorte de posture moralisatrice lorsqu'une connaissance pose un choix que l'on désapprouverait politiquement ? Certainement pas. Gare à la sur-responsabilisation individuelle, tendance toute « naturelle » dans nos sociétés où l'individu entrepreneur de lui-même est glorifié, considéré comme le seul vecteur de changement ! Ce qui est intéressant derrière l'idée que rien n'est neutre, ce n'est pas tant le fait qu'untel a *choisi* d'acheter des vêtements low-cost ou qu'une autre adore le barbecue, c'est plutôt qu'elle nous amène à nous poser une série de questions : est-ce qu'untel a réellement choisi librement ? En quoi l'organisation de la société, les conditions matérielles d'existence des uns et des autres, oriente, voire détermine leurs choix ? Finalement, qu'est-ce que ces choix disent de nous et de nos rapports les uns aux autres ? La seconde dimension à souligner, c'est le fait que tous les éléments de notre vie quotidienne, tout ce qui nous entoure, a été produit dans certaines conditions, elles-mêmes déterminées par notre organisation sociale et politique, qui favorise les inégalités ou nous en protège. Enfin, un dernier aspect à mettre en lumière est le fait que ne rien dire, ne pas se positionner, c'est tout de même prendre position. D'autant plus face à une situation d'injustice : ne rien dire, c'est prendre le parti du plus fort, ou à tout le moins lui laisser toute la place...

Décider que quelque chose n'est pas politique, est précisément politique. En décrétant que quelque chose n'est pas politique, nous le considérons comme neutre, comme étant la *norme*, la *référence*. C'est s'empêcher de penser sa remise en question. Exemple : lorsqu'on nous dit que, c'est bien connu, « *le Belge a une brique dans le ventre* », on fige une certaine vision du logement : la seule voie possible est celle de la propriété privée, si possible une nouvelle construction quatre façades en périphérie de la ville. Or cela n'a rien d'immuable ou d'inné. Ce sont des choix politiques qui, depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale, favorisent largement la propriété privée et l'étalement urbain. Cette phrase – de même que l'émission télévisée qui va avec – n'a rien de neutre. Elle crée un imaginaire duquel il est difficile de sortir.

Conscientiser le fait que tout est politique donne à voir que **rien n'est immuable** : si tout est politique, alors tout peut être modifié, transformé, débattu, remis en question. Et cela, pour nous qui avons l'ambition de construire un monde plus juste, plus solidaire, qui luttons contre toutes les dominations, c'est précieux. Une fois identifié et explicité le caractère politique de tel ou tel élément, de telle ou telle situation, un débat autour des alternatives est possible. C'est finalement approfondir et renforcer la démocratie : sortir du consensus mou pour mettre en débat et construire ensemble d'autres pratiques, d'autres modèles de société.

Une précision importante cependant : politique ne veut pas dire partisan. C'est un classique rabâché par celles et ceux qui refusent de voir que tout est politique – bien souvent, ceux-là même qui tirent parti de la manière dont la société est organisée. Ils et elles confondent, souvent à dessein, les deux termes qui ne renvoient pas du tout à la même chose. Il n'est nullement question de parti politique ici, de couleur politique, ni même de tendance. Dire que le monde est structuré par des rapports de domination (classe – genre – race), que certains en sortent gagnants et d'autres perdants et que tous les aspects de nos vies sont traversés par ces rapports de domination, ce n'est pas adopter la position de tel ou tel parti, mais décrire la réalité. Confondre « partisan » et « politique » en vue de décrédibiliser cette description de la réalité, c'est défendre l'immobilisme, le *statu quo*. Comme acteurs de l'éducation permanente nous sommes confrontés de plus en plus souvent à cet amalgame en vue de discréditer notre démarche. Or, l'éducation permanente, en tant que démarche ayant pour vocation de construire une émancipation individuelle et collective, est une démarche fondamentalement politique. Mais elle est aussi fondamentalement non partisane : l'émancipation, c'est donner aux individus et aux groupes les outils pour voir et penser le monde, à l'aune de certaines valeurs, et poser des choix en conséquence. En toute indépendance donc.

Quelques exemples pour bien comprendre

L'espace (public), l'urbanisme est politique : Henri Lefebvre, dans *Le Droit à la ville* (Anthropos, 1968) et *La Production de l'espace* (Anthropos, 1974), formule la thèse suivante : l'espace n'est pas un contenant neutre dans lequel la vie sociale s'installerait. Il est lui-même un produit des relations sociales, une résultante des rapports de force, un enjeu permanent de luttes politiques¹. Autrement dit, la manière dont l'espace public est aménagé a un impact sur l'ensemble de la société, sur les passants et les usagers des espaces publics. Elle organise, rend possible et favorise certains usages et catégories d'usagers, en empêche d'autres. Elle régule. Telle place publique sera aménagée avec ou sans banc ? Avec ou sans arbres ? Avec des assis-debout ou des assises individuelles, empêchant ainsi le fait de s'y coucher ? Avec ou sans toilettes publiques ? De l'éclairage public ? Avec ou sans zones de loisir, de jeux, des espaces de rencontre ? Quelle place est réservée aux publicités ? Telle voirie aura-t-elle des trottoirs larges ? De grandes avenues avec de multiples places de parking ? On peut décliner ces questions à l'infini, le constat restera le même : l'espace public organise, prédétermine les relations sociales. Aujourd'hui, dans les grandes villes européennes, la tendance est à l'urbanisme dit *défensif* : limiter les interactions sociales non désirées en installant des assises individuelles, des assis-debout, voire pas de banc du tout. Une manière de gérer les nuisances liées à la pauvreté en s'attaquant aux personnes en situation de pauvreté et pas à la pauvreté elle-même².

« **Le masculin l'emporte** », convention linguistique bien ancrée depuis notre plus jeune âge, voilà bel et bien un construit politique : le masculin est le genre « par défaut » depuis la fin du 18^e siècle. Avant cette époque, il existait d'autres règles grammaticales qui permettaient de régler cette question avec beaucoup plus de nuance. Aujourd'hui, la montée en puissance de l'écriture inclusive (pratique permettant de s'assurer une égalité de représentation entre les genres, qui comprend beaucoup plus de conventions qu'uniquement le point médiant, rappelons-le !), replace sur le devant de la scène les débats (parfois houleux) sur le caractère politique de l'écriture : est-ce bien là qu'est le combat aujourd'hui ? Ne devrions-nous pas mettre notre énergie sur des luttes « concrètes » comme l'allongement du congé de paternité par exemple ou la diminution des inégalités salariales, plutôt que sur des « détails » comme celui-là ? « *Encore un truc d'illuminées qui rend la lecture impossible, une manière de se différencier, d'exister...* » Bref, vous avez compris l'idée. Rien que l'existence même du débat entre les *pro* et les *anti* nous montre le caractère politique de la chose. En tout cas, des études récentes démontrent que la règle du masculin générique induit spontanément des biais androcentrés, en activant des représentations mentales masculines. Avec toutes les conséquences tangibles que l'on connaît... Le langage influence bel et bien notre perception du monde, et à ce titre il est politique.

Les manifestations sont des espaces politiques. Celle-là, elle nous semble évidente. Et pourtant... Le groupement d'associations organisateur de la Pride de Tournai – dont notre régionale du Hainaut occidental fait partie – a été récemment confronté à cette question. Leur autorisation de manifester a été conditionnée à une interdiction de tous drapeaux, pancartes, slogans s'éloignant de l'objet premier de l'événement, à savoir la promotion des droits des minorités LGBTQIA+. Exit les drapeaux palestiniens, exit les symboles d'autres luttes sociales ou syn-

dicales... Parce que, une Pride... « Ce n'est pas politique vous voyez » ! Au-delà de la préoccupation concernant la liberté associative et la liberté d'expression, largement dénoncée par le collectif organisateur³, il s'agit d'une vision déformée et réductrice de ce qu'est une manifestation. Quoi de plus politique que de revendiquer la rue pour, collectivement, défendre des droits, des valeurs, dénoncer des choix politiques ?

Ma coupe de cheveux est politique. Un dernier exemple pour la route. Rien n'est anodin, pas même ce que l'on demande à notre coiffeur ! Pour commencer, qui a les moyens d'aller chez quel coiffeur ? Régulièrement, une fois par an ? Se faire teindre les cheveux, se faire une permanente, une mise en plis ? Comment expliquer que les femmes soient plus nombreuses que les hommes à se teindre les cheveux blancs ? Selon certaines études, 75% des femmes se teindraient les cheveux contre seulement 30 à 40% des hommes. Pourquoi n'est-il pas toujours aisé de trouver un professionnel pour certains types de cheveux texturés (les cheveux frisés, afro, crépus) ? La coupe de cheveux est un marqueur social puissant, tant d'un point de vue socio-économique que socio-culturel. Pour certains foyers, l'accès régulier à un coiffeur professionnel représente un budget difficilement assumable, creusant encore le fossé entre ceux qui ont les moyens d'avoir une apparence « soignée » et les autres. C'est parfois aussi la dépense qu'on ne peut pas se permettre mais que l'on fait quand même, justement pour ne pas être assimilé à cette catégorie sociale-là. Par ailleurs, le cheveu « lisse » a été historiquement considéré (et à bien des égards, l'est encore) comme la norme professionnelle et culturelle. Et pour les personnes concernées, se réapproprier sa texture de cheveu est un acte politique en soi. Il existe d'ailleurs des mouvements et collectifs qui militent contre la discrimination capillaire, comme le mouvement Nappy⁴. Le cheveu, c'est donc bien politique !



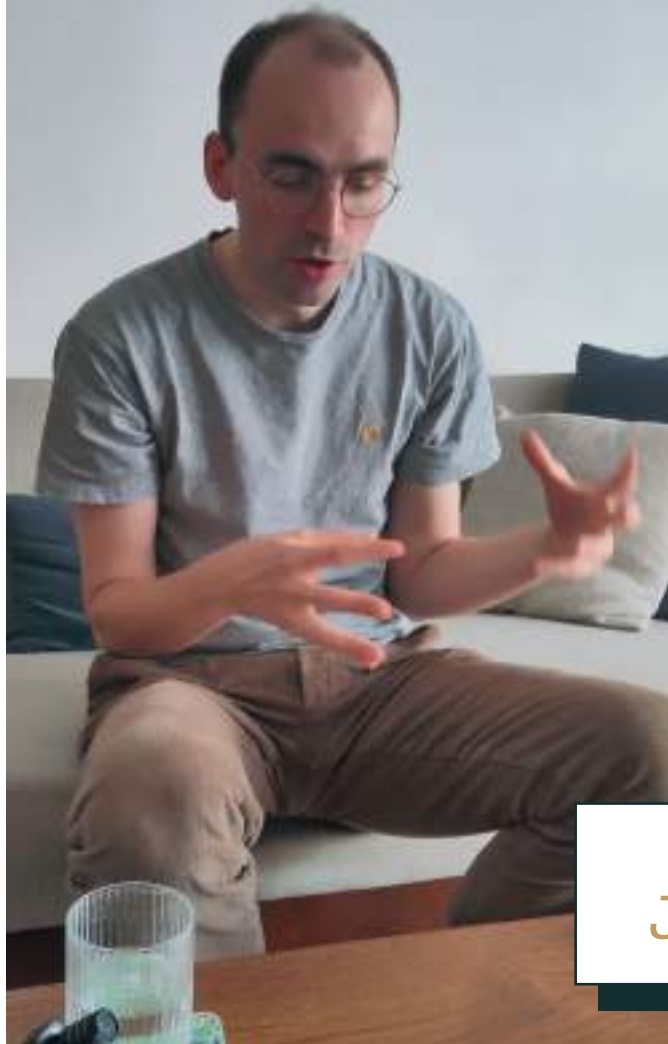


Reprendre le pouvoir sur le pouvoir

Pourquoi est-il nécessaire aujourd'hui de réaffirmer que *tout est politique* ? À l'heure où l'on parle de bataille culturelle, d'hégémonie culturelle, où les choix politiques réactionnaires et austéritaires favorisant le repli sur soi nous sont présentés comme irrémédiables (vous savez, le fameux TINA, « There Is No Alternative »), se rappeler que *tout peut changer* est salvateur. Rendre visibles les rapports de domination, c'est se doter d'outils de compréhension du monde et de l'ordre social existant. Mais c'est surtout se redonner collectivement la possibilité d'inventer de nouvelles manières de faire et d'être qui soient plus égalitaires et émancipatrices pour toutes et tous. « *Le pouvoir se perpétue en se rendant invisible* » disait Michel Foucault⁵. Alors rendons-le visible. Nommons-le, pointons-le du doigt, et surtout donnons-nous les moyens de mettre en débat ses alternatives.

« Dans chacun de ces domaines que l'on présente habituellement comme relevant de la nature, de la technique, de la culture ou de la vie privée, on trouvera les mêmes structures : des choix qui se présentent comme des nécessités, des intérêts qui se déguisent en universels, des dominations qui se donnent l'apparence du sens commun. Rien n'est neutre. Et savoir cela change tout⁶. » ▢

1. « Tout est politique, épisode 3 - Les murs ont une idéologie », Le Club de Mediapart, 11 avril 2026.
2. Pour aller plus loin sur cette question, je vous invite à lire l'interview de Michaël Labbé « Les villes mettent en œuvre une violence qui agit sur le mépris » dans l'Alter Echos n°480.
3. « Pride de Tournai : les organisateurs dénoncent l'interdiction de certains symboles lors du cortège », No Télé, 26 juin 2026.
4. « Le cheveu, c'est politique, rappelle le documentaire "Je suis noires" », Site Internet *Le Temps*, 4 mars 2022, www.letemps.ch.
5. Michel Foucault, *Surveiller et punir*, naissance de la prison, Gallimard, 1975.
6. « Tout est politique, épisode 1 - Rien n'est neutre », Le Club de Mediapart, 3 avril 2026.



« *La politique est toujours une activité collective* »

INTERVIEW DE
JEAN-BAPTISTE GHINS

Il y a quelques années, tu as écrit une carte blanche¹ critique autour du slogan « Tout est politique ». Te souviens-tu dans quel état d'esprit tu étais alors ?

En 2020, j'étais étudiant en philosophie, en master. Je fréquentais le milieu des sciences humaines, très marqué par les idées progressistes, et je traversais moi-même une période de politisation. C'était aussi le moment où émergeait ce qu'on a appelé la *cancel culture*. On voyait apparaître l'idée que, lorsqu'une personne a tenu des propos offensants ou adopté des comportements participant à des violences structurelles, il est nécessaire de la retirer de l'espace public.

J'étais dans une période de transition. J'ai un bagage plutôt conservateur, mais mes études m'ont conduit vers des positions beaucoup plus progressistes, que je revendique toujours. Malgré cela, certains aspects du progressisme me mettaient mal à l'aise. Ce qui m'interpellait particulièrement, c'était la manière dont on allait rechercher, dans le passé, des affiliations problématiques ou des propos rétrospectivement scandaleux pour retirer à certaines personnes toute légitimité dans le présent, au nom d'un agenda féministe ou antiraciste. J'avais le sentiment que certaines pratiques objectivement répressives devenaient acceptables simplement parce qu'elles étaient mises au service d'une bonne cause.

« Tout est politique » : ce slogan te pose donc question...

Je suis d'accord avec l'idée que tout est politique dans le sens où il y a une forme de contingence du monde, c'est-à-dire une non-nécessité de l'organisation des choses. « Tout est politique » signifie sous ce prisme que tout a été décidé, tout a été pensé, tout a été fabriqué par les êtres humains : notre langage, nos organisations, nos coutumes. Et donc, si on se ressaisissait politiquement des structures historiquement construites – au premier chef le capitalisme –, on pourrait les changer.

Sur quoi porte alors ta critique ?

Pour le comprendre, il faut revenir au concept de « politique ». Il y a une première compréhension de la politique, que l'on trouve chez Hannah Arendt. La politique est chez elle en lien avec la *polis*, la cité, non pas au sens géographique, mais comme communauté citoyenne. La politique renvoie au fait que des personnes impliquées dans un monde commun discutent ensemble, réfléchissent ensemble et construisent collectivement leur avenir partagé. J'aime bien parler de la politique comme forme de vie citoyenne. Une telle forme de vie suppose que l'on consacre du temps aux affaires publiques, que l'on s'intéresse à la société et que l'on cherche ensemble les moyens de la transformer. Elle repose aussi sur un principe fort d'égalité :

chacun est légitime pour participer à la réflexion et à l'action communautaires. Quand on adopte cette conception de la politique, on met spontanément l'accent sur le tissu associatif, les assemblées citoyennes et tous les espaces où les personnes peuvent se rassembler pour prendre la parole et contribuer à la vie publique.

En pratique, le slogan « Tout est politique » renvoie, selon moi, à une autre manière de comprendre la politique. Ici, elle est d'abord pensée comme un rapport de force. Les différents groupes de la société ont des intérêts incompatibles, et le mot « politique » permet de désigner cette rivalité permanente. Quand on dit d'une nomination professionnelle qu'elle est « très politique », c'est généralement cette idée que l'on a en tête : les décisions sont le résultat de compromis au sein de mécaniques de pouvoir. Sous ce prisme, « Tout est politique » signifie : l'action humaine est constamment le fruit d'une lutte entre des factions contraires.

Sans surprise, je défends la première vision. Ce qui est essentiel dans la politique comme forme de vie citoyenne, c'est que nous constituons ensemble un sens commun à travers la pratique collective. Nous agissons ensemble et, de ce fait, nous éprouvons l'appartenance à une même cité.

Je ne nie évidemment pas qu'il existe des rapports de force. Emmanuel Mounier – penseur essentiel du personnalisme, dans lequel je m'inscris – rappelait qu'aucune société ne s'est constituée sans force. Aucun ordre n'est indépendant d'une violence qui stabilise les relations humaines, la plupart du temps de façon inégalitaire. Mais, pour moi, toute la question politique est de savoir comment on sort de l'« empire de la force », selon l'expression de Mounier. Les rapports de force sont là par défaut. La démocratie, ou la « politique » comprise sous l'angle de la forme de vie citoyenne, consiste précisément à mettre en place des mécanismes qui permettent de dépasser les relations coercitives, donc forcées : une éthique de la discussion, un sentiment d'égalité, la reconnaissance de la légitimité d'autrui, des règles de droit soumises au jugement collectif. Afin de garder à l'esprit cet horizon, nous devons réserver le plus possible le terme « politique » à la prouesse démocratique qu'est la sortie de la violence par l'action collective.

Ne penses-tu pas que dans certaines situations, en famille, entre amis, dans un couple, ou dans une institution, il est parfois nécessaire de « politiser » des attitudes pour les dénoncer et déplacer le curseur ?

Paradoxalement, je suis assez d'accord avec cela. Quand on pense au féminisme ou à l'antiracisme, il est évident que nous prenons ces enjeux au sérieux parce que les personnes concernées nous disent : « Ça suffit. » Cette irruption est parfois vécue

Docteur en philosophie, Jean-Baptiste Ghins est co-fondateur du collectif « Bâtir le Bien Commun » et du café associatif « Le Nomade » à Bruxelles, deux façons d'allier foi chrétienne et défense de la justice sociale. Proche du *Centre Avec*, il est aussi co-auteur de l'ouvrage *Il renverse les puissants. Portraits de chrétiens contestataires* (Cerf, 2024).

très durement par celles et ceux dont les comportements ou les paroles sont brusquement remis en question. Je pense que cette rupture est cruciale et nécessaire. Il y a des situations où un rapport de force est indispensable pour rendre visibles des réalités qui ne le sont pas au sein de la culture dominante.

Mais... ?

Mais la mise en lumière des violences structurelles ne peut pas être le dernier mot de la politique. De façon schématique, on peut dire que la lutte est la condition de possibilité de la politique, sans l'épuiser. Le moment proprement politique advient lorsque, suite à la contestation, vient le moment de la constitution d'un espace public élargi. La question politique devient alors : quelle forme peut prendre une pratique collective enrichie des personnes jusqu'alors exclues ?

Ce schéma vaut aussi pour les incarnations plus « classiques » de la politique. Dans un parlement, les interpellations chocs peuvent provoquer des prises de conscience salutaires. Néanmoins, lorsque les débats virent au pugilat ininterrompu, on sent intuitivement qu'il y a une dissipation de l'idéal politique parlementaire.

J'ajoute tout de même que désormais je suis moins inquiet quant à une « censure » qui viendrait de la gauche. La tendance semble s'être globalement inversée. À la fin des années 2010, le progressisme avait le vent en poupe et, dans l'euphorie, produisait à mes yeux des mécaniques d'exclusion. Mon propos était alors de dire que ce fonctionnement risquait de bénéficier sur le long terme à l'extrême droite, car il légitime des logiques de « bouc émissaire » qui correspondent à la façon réactionnaire de penser la société. De fait, c'est aujourd'hui l'extrême droite qui « politise » tout, et veut étouffer dans l'œuf chaque tentative progressiste, à l'université ou dans les entreprises.

Tu associes aussi ce slogan à une forme de pureté militante qui a des effets pervers...

Le slogan « Tout est politique » est très souvent utilisé pour faire peser une responsabilité immense sur l'individu. Si toute action est politique, alors chaque faute prend immédiatement une dimension collective. Lorsque quelqu'un commet une faute, on ne considère pas cela comme une erreur ou un égarement ; on la perçoit comme une atteinte à la communauté tout entière.

Ce qui me frappe, c'est que cette manière de penser produit une forme de sur-responsabilisation individuelle et confère une dimension presque métaphysique à la faute. Une plaisanterie, un comportement maladroit ou une parole malheureuse peuvent avoir des conséquences très importantes : on perd sa légitimité, parfois son travail, des amis ou l'accès à certains espaces au prétexte que l'on représente un danger en soi. J'ai l'impression que l'on renoue avec des mécanismes très anciens, liés aux temps « mythiques » où la société était précisément conçue comme une totalité indissociable, au sein de laquelle la faute risquait de provoquer une fissure cosmique. Le slogan « Tout est politique » peut parfois recréer cette vision du tout systématiquement menacé dans son équilibre global. À nouveau, cela ressemble à la vision réactionnaire qui voit dans les comportements « déviants » non pas uniquement des infractions mais des atteintes à l'« ordre moral ».

Les militants sont eux-mêmes victimes de cette vision totalisante. Beaucoup ont le sentiment qu'ils doivent être présents sur tous les fronts, qu'ils doivent participer à toutes les mobilisations, contrôler leur manière de consommer, leurs paroles, leurs comportements, à moins de trahir la cause ou de se délégitimer. Comme si chacun portait, à lui seul, la responsabilité de l'ensemble du corps social. Cette charge me paraît problématique.

On parle beaucoup aujourd'hui de « bataille culturelle ». Que t'inspire cette expression ?

Je suis heureux qu'on en parle, parce que mes recherches portent sur la notion de « culture ». Je comprends l'usage de l'expression. Une société implique toujours une culture commune, c'est-à-dire une manière de ressentir le monde, de se représenter les autres, de considérer les rapports entre les femmes et les hommes, notre relation à la nature ou à l'autorité. De ce point de vue, il est évident que pour transformer la société, on peut vouloir agir « culturellement » sur ce qu'éprouvent les corps et qu'il y a donc une bataille « culturelle » à l'œuvre.

En revanche, je me méfie des effets symboliques liés au mot « bataille ». La connotation martiale encourage une stratégie d'hégémonie : il faudrait occuper les médias, les réseaux so-

ciaux, les lieux de production culturelle, afin d'imposer progressivement certaines représentations. C'est là que je deviens plus critique. À partir du moment où l'on souhaite façonner techniquement les visions du monde, on quitte en réalité la pratique culturelle au profit de la propagande. Peu importe, ici, le contenu défendu, c'est la logique instrumentale qui me pose question : on mobilise le dispositif technique pour « fabriquer » une sensibilité.

Je pense que beaucoup de progressistes estiment qu'on peut utiliser les outils de l'industrie culturelle numérique, comme les réseaux sociaux, pour produire une culture progressiste. Or cette industrie favorise aujourd'hui les logiques de polarisation et, sur le long terme, profite davantage aux mouvements réactionnaires, intrinsèquement plus à l'aise quand il s'agit de provocation et d'antagonisme. S'il y a un agenda politique « culturel » à mettre en place, je parlerais moins de « bataille culturelle » que d'un nécessaire passage de l'« industrie culturelle » à la « démocratie culturelle ».

Tu vas faire des heureux parmi nos lecteurs... Qu'entends-tu par « démocratie culturelle » ?

En Belgique, la démocratie culturelle est souvent comprise dans un sens institutionnel, à travers les centres ou les politiques culturelles. C'est évidemment important, mais je crois qu'il faut lui redonner un sens plus large. La démocratie culturelle, c'est à mes yeux la possibilité, pour les citoyens, de participer à la construction du « sens commun », dans la compréhension la plus charnelle du terme. La question n'est pas seulement de favoriser l'accès aux arts. Elle est de savoir comment nous créons des espaces où les personnes peuvent réellement se rencontrer, discuter, confronter leurs expériences et élaborer ensemble une façon d'éprouver les choses.

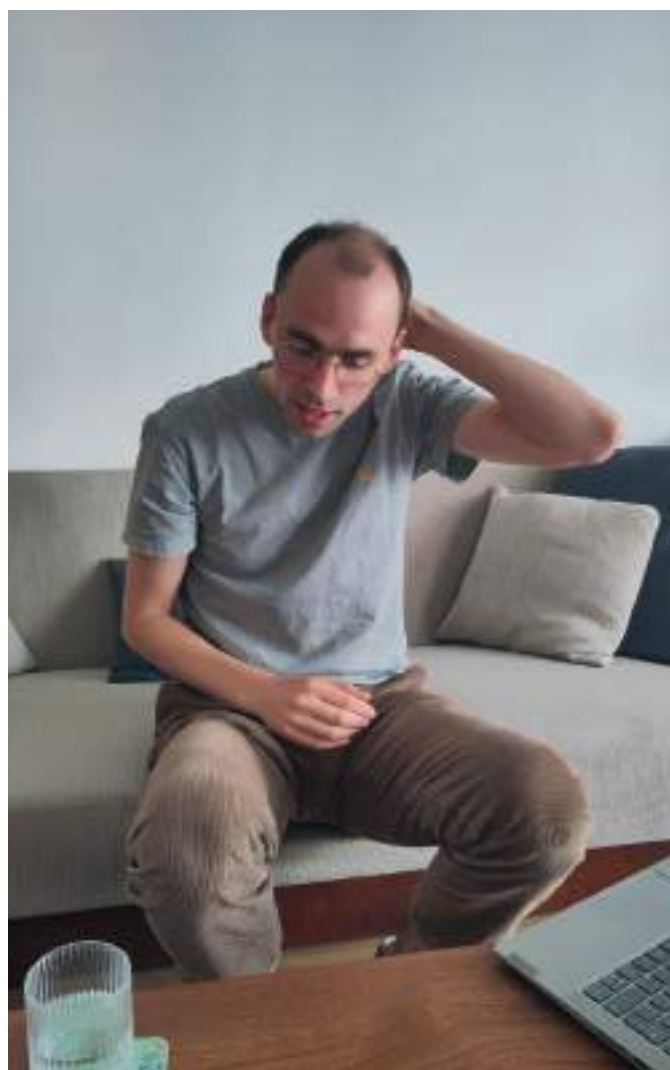
Le tissu associatif est d'une importance capitale. Céline Nieuwenhuys rappelle souvent que les territoires où la vie associative est dense résistent davantage à la progression de l'extrême droite. Contrairement aux réseaux sociaux, qui vous connectent à des profils similaires sur une base purement statistique en fonction de calculs sur des données et encouragent des affects claniques, les relations dans des espaces concrets permettent une compréhension mutuelle et un *ressentir avec autrui*. Hannah Arendt propose la belle expression de « toile des relations humaines ». Lorsque vous êtes en présence d'autrui, vous faites vibrer cette toile par vos gestes et vos mots, et tout le monde en ressent les effets. L'expérience humaine est ainsi conçue comme constamment partagée avec d'autres.

Quand on participe à une association, on développe une capacité à comprendre des expériences qui ne sont pas les nôtres. On apprend à écouter, à délibérer, à partager un monde commun. Les réseaux sociaux fonctionnent très différemment. Ils

organisent des environnements où chacun reçoit des contenus caricaturaux qui disent très peu des situations réelles et reflètent ce qu'on pense déjà. Dans la situation d'« industrie culturelle », où nous sommes tous seuls face à un écran, notre sensibilité est finalement complètement déterminée par un dispositif dont le fonctionnement échappe au contrôle démocratique. À l'inverse, la démocratie culturelle suggère une véritable expérience de la pluralité et de la participation civique, où l'on ressent par l'intermédiaire des autres, qui deviennent l'extension politique de notre propre corps.

Il ne s'agit donc pas de convaincre un maximum de monde que nos idées sont les bonnes, ou de cataloguer les gens comme étant de gauche, de droite, du centre, etc.

Si l'on comprend la politique comme une forme de vie citoyenne, alors la question centrale devient : comment est-ce qu'on crée une communauté politique ? C'est cela, pour moi,



l'énigme politique. Il ne s'agit pas de répartir les individus entre les bons et les mauvais, ni d'établir qui mérite encore de participer à la vie commune. La question est beaucoup plus difficile : comment continue-t-on à faire communauté malgré les fautes, malgré les désaccords, malgré les blessures ?

Pour moi, la politique est l'espace où une société construit collectivement du sens, tant du point de vue cognitif – des idéaux partagés – qu'affectif – des désirs communs. Dans le monde désenchanté de la modernité, il n'existe pas de sens qui précède l'action politique, sous la forme de Dieu ou autre. Je me méfie toujours des démarches qui consistent à entrer en politique avec une conception déjà achevée de la société idéale, du bien et du mal... On peut évidemment avoir des convictions écologiques, chrétiennes, socialistes ou autres. Mais le moment politique commence lorsque ces convictions acceptent d'entrer dans une construction commune, et non lorsqu'elles cherchent simplement à s'imposer stratégiquement.

La morale et la politique sont donc deux choses différentes ?

Oui. Ce que j'appelle une logique morale, c'est le fait d'arriver dans l'espace politique avec une idée du bien déjà constituée et de vouloir utiliser la politique pour la réaliser. À ce moment-là, la présence des autres devient secondaire. Les autres sont ceux qui adhèrent ou non à ce que je pense déjà. L'usage qui est fait du slogan « Tout est politique » peut activer cette logique morale, quand il signifie simplement que tout moment est l'opportunité de gagner ou le risque de perdre du terrain idéologique, logique au sein de laquelle il est normal d'exclure celles et ceux qui me font obstacle. La pensée d'Hannah Arendt consiste, au contraire, à poser une autre question : qu'est-ce que cela veut dire, agir ensemble ? Si on part du principe que la politique, c'est l'action collective, personne ne devrait en être exclu, pas même ceux qui ont été condamnés ou qui sont en prison. □

Propos recueillis par Guillaume Lohest

1. « Si tout est politique, rien ne l'est », carte blanche de Jean-Baptiste Ghins, *Le Soir*, 24 octobre 2020.

Le pouvoir d'acheter

ou de ne pas acheter

Par Adrienne Demaret

On entend souvent la maxime « consommer, c'est voter trois fois par jour ». Chaque achat du quotidien (sa nature, sa provenance, son label...) aurait une portée politique, consciente ou non. Mais dans une société de surconsommation, acheter peut-il vraiment rester un acte de transformation politique ?

Une fois n'est pas coutume, voici une petite anecdote personnelle. Récemment, sur le groupe WhatsApp des locataires de mon immeuble, une voisine cherche après un colis égaré. À la question d'un autre habitant qui s'enquiert de la nature du paquet, elle répond « c'est un colis *Shein*. Je sais, ce n'est pas bien », avec un émoji tout contrit... Pourquoi cette dame a-t-elle senti le besoin de se justifier ainsi ? Ressent-elle de la culpabilité à consommer de la fast fashion ? Fait-elle semblant pour être politiquement correcte ? Quoi qu'il en soit, elle a conscientisé que son achat a une portée aux yeux des autres, qu'il est jugé. Un vêtement est d'ailleurs, pour beaucoup, une manière de participer à la bataille culturelle qui nous secoue. Porter un keffieh, des boucles d'oreilles pastèques, un tee-shirt à slogan ou encore un drapeau arc-en-ciel, cela envoie un message. Les gilets jaunes, en s'emparant d'un accessoire neutre, lui ont donné une connotation supplémentaire. Et même quand le chanteur Bad Bunny apparaît à la mi-temps du superbowl tout de blanc vêtu, sans message particulier, les observateurs scrutent la griffe de ses vêtements et voient dans son choix d'une marque accessible un acte réfléchi et politique. Aujourd'hui, tout est regardé, analysé. Nous sommes dans une société où consommer, c'est exister. Et nos choix de vêtements, de voiture ou de moyen de transport pour les vacances restent rarement dans la sphère privée.

Vous prendrez bien un petit café ?

Prenons un petit geste banal, notre café du matin. Il en dit des choses.... Une dosette privilégie le côté pratique au détriment de l'environnement. Un café en grains peut traduire une recherche de qualité et un certain élitisme, un café bio ou issu du commerce équitable reflète une attention portée à la planète ou aux conditions de

travail des producteurs, tandis qu'un café premier prix peut répondre avant tout à une contrainte budgétaire. Le boire chez soi ou le commander chez Starbucks en dit long aussi sur nos choix. Aucune de ces décisions n'est intrinsèquement « de gauche » ou « de droite », mais chacune révèle des arbitrages personnels entre prix, confort, qualité et valeurs. Consommer est rarement neutre, c'est en effet hiérarchiser ce qui compte le plus à nos yeux. *« Le réel est toujours déjà politique. Il n'existe pas de domaine neutre, de geste anodin, de choix qui se situerait hors des rapports de pouvoir¹. »* En fait, plus qu'une opinion politique, la façon dont on consomme serait révélatrice de la société que l'on désire, dans laquelle on espère évoluer. En choisissant où et comment vous dépensez votre argent, vous financez des pratiques environnementales, des conditions de travail et des systèmes de production. Vous soutenez une marque ou sanctionnez une autre. En achetant local et circuit court, vous favorisez des modèles économiques éthiques, avec moins d'empreinte carbone. Vous pouvez choisir des labels qui respectent les droits humains. En privilégiant la seconde main ou le troc, vous encouragez la décroissance. En boycottant, vous montrez votre indignation face à des politiques internationales. Certains choix de consommation sont d'ailleurs tellement politisés qu'ils sont qualifiés de « modes de vie alternatifs ». *« Aujourd'hui, face à une défiance croissante à l'endroit du monde politique et un sentiment de manque de contrôle sur les décisions sociétales, l'individu déporte ses attentes de changement vers l'un des seuls domaines qu'il semble encore être en mesure de maîtriser : sa consommation. Dès lors, chaque acte d'achat revêt une forme d'engagement politique. Le consommateur-citoyen enjoint donc naturellement les marques à jouer un rôle plus important dans la société² »,* explique en résumé le livre blanc « Consommer c'est voter ». Sur papier cela paraît évident : dans ce grand jeu du capitalisme, les consommateurs et leurs milliards d'actes d'achats par an devraient cautionner un certain type de société et avoir un réel pouvoir de pression sur le politique. Mais, au fond, le jeu n'est-il pas biaisé dès le départ ? Cette sensation de maîtrise est-elle réelle ?

Sommes-nous ce que nous consommons ?

Les marques ont très bien compris que les consommateurs ne cherchaient plus, depuis longtemps, à simplement obtenir un produit pour satisfaire un besoin. Elles offrent aux citoyens non pas le pouvoir de voter, mais l'illusion de contrôler. On parle souvent de « liberté de consommer », mais nos choix sont déjà orientés par des structures, des récits et du marketing, comme l'explique Benoît Heilbrunn, philosophe et codirecteur de l'observatoire « Marques, imaginaires de consommation et politique » : *« Le capitalisme a gorgé la marchandise, quelle qu'elle soit, d'émotions et d'une très forte dimension symbolique – ces deux leviers attisant la convoitise du chaland et permettant d'augmenter la valeur perçue, et donc le prix. (...) Or, combien de marchés ne communiquent guère sur le produit, favorisant des éléments périphériques, renvoyant la communication à une*



pure gesticulation symbolique, au simulacre, voire au seul effet buzz³. » Les marques ne vendent plus un produit, elles vendent une image, une appartenance à un milieu, toujours fortement connotée politiquement. Jérôme Fourquet, analyste politique français, résume bien ce paradoxe : *« Le poids de la consommation devient de plus en plus important dans nos vies, mais aussi dans la construction de nos imaginaires et nos références politiques. Un certain nombre d'habitudes, de modes de vie et de consommation vont être récupérés dans le débat et devenir des objets politiques. »* Nous voilà donc bien embêtés pour savoir, au fond, qui est l'œuf et qui est la poule. Consommons-nous pour donner notre avis sur le monde, ou les marques nous donnent-elles à acheter nos visions du monde pour que nous consommons ?

Les pâtes antifascistes

C'est pareil avec la nourriture : si se nourrir est un besoin de base, peu des aliments que nous consommons sont réellement neutres. Dans les années 1920-1930, le régime de Mussolini mena une campagne contre les pâtes, jugées trop dépendantes du blé importé et peu compatibles avec l'idéal d'un Italien fort et en bonne santé, prêt à combattre. Sans jamais les interdire, il encouragea la consommation de riz, produit local, au nom de l'économie. Il inaugure même une fête nationale du riz, en espérant que cette céréale détrônera les pâtes dans les assiettes. Des posters de propagande montrant des familles souriantes popularisent le slogan « Le riz, c'est la santé ». C'est pourquoi, tous les 25 juillet en Italie, on célèbre la fin de la dictature mussolinienne par une belle assiette de pâtes au beurre et au parmesan, tradition initiée par une famille résistante du nord de l'Italie. Les pâtes sont donc, pour certains, un plat... antifasciste⁴ ! Loin d'être anecdotique, ce passage méconnu de l'histoire nous révèle que la nourriture peut devenir, encore plus qu'un signal politique, une revendication. Un exemple parlant est celui du houmous, qui est devenu bien plus qu'une recette, un symbole d'identité culturelle. Les Palestiniens dénoncent souvent sa présentation comme un « plat israélien », y voyant l'effacement d'un patrimoine levantin partagé depuis des siècles. À l'inverse, de nombreux Israéliens considèrent le houmous comme faisant pleinement partie de leur culture culinaire actuelle. Ce débat montre qu'un aliment peut cristalliser des enjeux de mémoire, de reconnaissance et de pouvoir. C'est aussi le cas de la récente polémique sur les banquets du « Canon français », ou quand l'art de vivre à la française devient un acte de « patriotisme », et consommer local une marque d'opposition à l'immigration et à l'interculturalité. Ce collectif organise d'énormes banquets qui mettent en avant le terroir, les produits locaux et les chants traditionnels français. Accusés par des élus locaux de servir de vitrine à l'extrême droite, ils font également l'objet d'enquêtes journalistiques pointant des dérapages racistes et antisémites parmi les participants. Ces trois exemples, outre le sempiternel débat « vegan contre barbecue », démontrent bien que la nourriture est quelque chose de très politique. Qui peut affirmer qu'il remplit son caddie sans que ses choix étalent sa vision du monde, même contre sa volonté ? L'autrice Nora Bouazzouni tempère. Pour elle, si seuls ceux qui ont les moyens de choisir peuvent agir par leur consommation, ce n'est pas une véritable démocratie. « On ne vote pas toujours par choix, mais aussi pour faire barrage. Quand on mange, on ne choisit pas toujours ce qu'on mange. Les choix sont là car on a décidé de nous les présenter, ces choix. Certains se privent, ne sont pas en mesure d'acheter 5 fruits ou légumes par jour. Dans ce cadre, qui peut encore dire que consommer c'est voter trois fois par jour⁵ ? » Si notre consommation est une arme, certains seulement peuvent se permettre de s'en servir.

Renoncer à la marchandise ?

Pour résumer, nous pourrions écrire que toute consommation n'est pas un acte politique conscient, mais que toute consommation a des effets politiques. « La thèse " Tout est politique " est souvent mal comprise, y compris par ceux qui se réclament d'elle. Elle ne signifie pas que tout est de même importance, que choisir un yaourt et voter aux élections sont des actes équivalents. Elle ne signifie pas non plus que la politique devrait envahir chaque interstice de l'existence privée, ni que toute subjectivité individuelle devrait être dissoute dans la conscience collective. Elle signifie quelque chose de plus précis et de plus utile : les conditions dans lesquelles nous mangeons, habitons, nous soignons, aimons, savons, nous reposons et parlons ne sont pas des données naturelles. Elles sont le résultat de décisions historiques, de rapports de force, de choix institutionnels et de structures économiques qui auraient pu être autrement et qui peuvent encore être autrement⁶. » Dans notre société capitaliste, consommer, c'est exister. D'ailleurs, les partis de droite ont réussi à imposer des débats autour du « pouvoir d'achat », alors qu'il y a trente ans on parlait plutôt des salaires ou de la rémunération. Mais, malheureusement, dans une société qui nous pousse à la surconsommation, la plupart de nos choix ne sont pas libres ! La publicité nous dit de consommer ce qui est produit à l'autre bout de la planète, et ce modèle est encouragé de toutes parts. Le vrai pouvoir politique réside peut-être dans le renoncement à la marchandise : acheter le strict nécessaire, ne satisfaire que nos besoins élémentaires, bâtir nos existences sur l'essentiel et ne plus participer à cette consommation effrénée. Sans acheteurs, sans ces milliards d'actes d'achats, nous aurions le poids suffisant pour faire s'effondrer le capitalisme et repenser notre société. □

1. « Tout est politique : Épisode 1 - Rien n'est neutre », site des blogs du Club de Mediapart, 3 avril 2026.

2. « Consommer c'est voter », livre blanc, Éditions Kantar, 2019.

3. Benoît Heilbrunn : « Le pouvoir d'achat, cette passion française », propos recueillis par Carolina Tomaz, dans l'ADN, 17 octobre 2025.

4. Nicola Méra, « Quand Benito Mussolini tentait d'interdire les pâtes en Italie », 17 août 2025, slate.fr.

5. Doit-on LUTTER pour manger ? vidéo Youtube sur la chaîne Origami.

6. « Tout est politique : Épisode 1 - Rien n'est neutre », site des blogs du Club de Mediapart, 3 avril 2026.

Nos liens les plus intimes sont aussi politiques

Par Claudia Benedetto



Nos façons d'aimer, de faire famille ou de tisser des amitiés ne relèvent pas seulement du choix individuel : elles sont façonnées par les normes sociales et les décisions politiques. De l'intimité des corps aux modèles familiaux, cet article montre en quoi nos liens les plus forts s'inscrivent dans des modèles de société qui s'imposent à nous... mais qui évoluent.

« L'intime est politique » : ce slogan résonne en moi avec tout le poids de l'histoire des féministes qui, dans les années 60, militent pour leurs droits reproductifs. J'ai lu beaucoup à ce sujet mais ce n'est que lorsque j'ai témoigné dans les pages d'un essai sur la grossesse que j'ai pris la mesure de sa signification. L'intime a longtemps été relégué uniquement à la sphère privée. Aujourd'hui, le monde change et quand j'ai décidé de **témoigner**, mes oreilles étaient déjà familiarisées avec les mots « violences gynécologiques », « charge mentale », « travail domestique », « consentement ». Le mouvement #metoo était passé par là. Dans ce livre au titre évocateur, *Un si gros ventre. Expériences vécues du corps enceint*¹, on découvre les voix de femmes qui s'expriment sur la **grossesse** dans toute sa complexité, du plus beau moment au pire cauchemar. Et ce qui m'a interpellée, ce n'est pas tant ce que ces témoignages disaient de leurs histoires que ce qu'ils racontaient de notre société. C'est là que l'on peut retrouver le sens du slogan « L'intime est politique » : les particularités vécues dans la sphère privée sont influencées, voire conditionnées par la société. Ce qui est perçu comme un choix ou une fatalité est souvent le résultat de politiques menées, de lois votées. Et inversement.

Un exemple peut aider à la compréhension : Le **congé de paternité** et de **co-parent**². Depuis 2023, les papas ou co-parents bénéficient de 20 jours de congés, contre 10 auparavant. Pour les mamans, c'est 105 jours. La répartition des rôles dans le couple par rapport à l'enfant sera inévitablement influencée par cette différence : l'éducation de l'enfant, la gestion du ménage autour de l'événement, la carrière professionnelle de la maman. N'est-ce pas là une législation qui favorise un modèle de famille par rapport à un autre ?

Le masculinisme prend de l'ampleur

Sous prétexte de se sentir menacés par les femmes, ces groupements organisés promulguent des conseils aux hommes sur leur apparence (muscles, barbe) et surtout sur la façon d'interagir avec les femmes. Leur fonds de commerce repose sur des slogans simplistes, clichés et stéréotypes à l'égard des femmes, cantonnant les hommes dans le rôle de grosses brutes sans émotions qui décident et l'assument, tandis que les femmes sont renvoyées à la docilité et à la beauté. Selon eux, les femmes et les hommes devraient avoir des rôles et des droits différents en raison de différences fondamentales entre eux. Dans l'idéologie masculiniste, les codes de la virilité sont poussés à leur paroxysme, certains allant jusqu'à justifier toutes formes de violences verbales et physiques envers les femmes, jusqu'à l'appel au viol et au meurtre.



Partant de ce constat, imaginons tous les pans de la vie qui pourraient changer, se rapprocher de nos réalités si la politique allait dans ce sens. Une approche de la santé mentale et du bien-être en général qui tienne compte des particularités des personnes, une sexualité plus libre, un rapport à l'humain moins genré, une maternité librement choisie, un corps libéré de ses carcans, l'amitié reconsidérée comme étant au centre de la société au même titre que le couple, la place à d'autres manières de faire famille, d'être en couple et d'aimer aussi...

L'amitié, secondaire ?

Le pacte du sang, cette image piochée dans mes souvenirs de films liés à l'amitié entre enfants, est un symbole fort qui induit un engagement sérieux envers l'autre. Le rapport à l'**amitié** fluctue avec l'âge mais aussi avec les structures sociales. On ne vit pas l'amitié avec la même intensité quand on est enfant, ado ou étudiant. Et avec la vie active, le couple et la parentalité, le lien amical devient tout à coup plus secondaire. On désinvestit ce qui a par ailleurs été central très longtemps pour de nombreuses personnes. « *Il y a un temps pour tout : l'amitié, puis le couple et la famille*³. »

Est-ce par choix ? La journaliste française Alice Raybaud s'est penchée sur la question. Dans *Nos puissantes amitiés*⁴, elle se demande pourquoi le couple romantique représenterait l'unique façon de cheminer avec d'autres dans l'existence. Elle note que de plus en plus de personnes questionnent le modèle et réinventent le lien d'amitié, que ce soit dans le domaine de l'habitat, de la consommation, dans la manière de faire famille, d'envisager sa vieillesse, remettant ainsi l'amitié au centre de leur vie.

Nos structures sociales freinent l'avènement d'autres façons d'envisager nos **vies affectives**, que ce soit sur le plan de la cohabitation, de l'union, de la fiscalité, de la sécu : il n'est pas possible d'obtenir un congé pour accompagner son ami face à ses problèmes de santé par exemple, ni dans le cas d'un décès, aucune pension complémentaire n'est prévue pour les amis qui partagent leurs vies alors que les conjoints mariés peuvent en bénéficier.

Des rôles intériorisés

Un point important qui empêche la possibilité d'amitiés profondes à l'âge adulte, c'est l'attendu de la **virilité**. Les jeunes garçons intériorisent très tôt qu'ils ne doivent pas montrer leurs émotions, ne pas se confier pour ne pas perdre la face. Ce qui est sous-jacent à cette pression sociale, c'est la peur d'être considéré comme un demi-homme, d'être perçu comme « homo », exclu de la « meute ».

L'hétéronormativité influe sur les rôles sociaux et la manière dont les personnes vont habiter leur vie et faire leurs choix. Ces injonctions de comportements, nées dans une société patriarcale, s'imposent donc tant aux femmes qu'aux hommes, rejetant les unes et les autres dans des rôles qui leur seraient dédiés en raison de leur genre et qu'ils et elles sont censés tenir dans la société mais aussi, et surtout lorsqu'il s'agit des femmes, dans la sphère privée.

On voit bien que la société n'est pas organisée pour permettre aux gens de sortir de ces rôles qui leur sont assignés, que tout est fait pour entrer dans le moule du « couple hétérosexuel cohabitant ». Et pourtant, comme le pose Alice Raybaud, « *serait-il vraiment plus aberrant de se projeter dans des projets d'avenir avec la ou les ami-e-s qu'on connaît depuis des années, plutôt qu'avec l'amoureux rencontré il y a quelques mois*⁵ ? » L'amitié peut être un formidable endroit de questionnements, de mise en mouvement face aux violences sociales, un espace de solidarité, de renforcement, de soin, de sécurité, un laboratoire de réflexion sur le monde... Mais même en amitiés, nous ne sommes pas toutes et tous égaux : « *Les logiques individualistes propres au néolibéralisme n'affectent pas que les relations amoureuses, elles frappent aussi l'amitié*⁶. »

Du baiser à la parentalité : le mythe romantique

Tout ça nous ramène à un sentiment central et ô combien représenté depuis que le monde est monde : l'amour. À première vue, c'est un mouvement spontané, ça ne regarde personne et pourtant il est traversé, influencé, formaté par nos cultures mais aussi par l'ancrage politique des sociétés dans lesquelles il se déploie. Pour faire simple, il y a un schéma, un imaginaire commun associé aux relations romantiques : la rencontre, le baiser, la sexualité, la cohabitation et la parentalité. Ce modèle « prêt à l'emploi », explique Johanna Cincinatis, donne un cadre social au sentiment amoureux, « il

le valide, le concrétise ». Ce qui est d'autant plus intéressant pour l'autrice, c'est que l'on impose des marqueurs à l'amour – vu comme étant la seule manière valable d'aimer – et on les retire aux autres relations : « *la routine quotidienne, le besoin de fusion, la projection dans l'avenir, la mise en commun des biens, la mutualisation de l'espace et du temps long. Autant de situations acceptables en amour mais reniées aux autres relations affectives : l'amour platonique, les amitiés fusionnelles, les connivences intellectuelles*⁷. » Elle jette alors un pavé dans la mare : le couple est-il plus central parce qu'il induit des relations sexuelles ? Autrement dit, l'autrice ne voit aucune distinction entre l'amour platonique qu'elle ressent pour les femmes et l'amour qu'elle ressent pour les hommes mis à part une chose, l'envie d'intimité physique. « *La sexualité crée le couple, la famille, le patrimoine, elle a le pouvoir de donner à l'amour son enveloppe socio-économique, une manière d'exister en société et de la façonner*⁸. »

Toute la société est imprégnée du modèle de la famille nucléaire, composée du papa, de la maman et des enfants : il y a la valeur travail et... il y a la **valeur famille**. Pourtant, comme le souligne Alice Raybaud⁹ : « *Ranger nos relations dans des cases définies et supposément étanches – amitié d'un côté, amour romantique de l'autre – permet de soutenir une certaine organisation binaire du monde social, partagé entre relations productives (procréation, création de valeur) et liens tout à fait dispensables. C'est aussi cette division artificielle qui nous amène à cantonner le mot "amour" à une unique forme relationnelle, dès lors considérée comme première. Alors qu'entre désir, amour, amitié, les choses peuvent en réalité s'entremêler [...]* L'amitié naît d'une attirance même si elle n'est pas sexuelle. »

Faire famille autrement

Aujourd'hui, la famille se réinvente, des amis décident d'avoir un enfant ensemble sans pour autant être en couple, des femmes font un enfant seules et partagent son éducation avec des amis,

avec lesquels elles vivent ou pas, elles se font accompagner par des amis pour la préparation à la naissance et le jour de l'accouchement. Il y a des personnes qui ne veulent pas avoir d'enfant mais qui souhaitent s'impliquer entièrement dans la vie d'un enfant de leur entourage (les « alloparents »). L'éducation des enfants ne repose plus uniquement sur la mère mais sur les personnes qui font sa communauté. Coparentalités platoniques, famille choisie... Toutes ces autres manières de faire famille en dehors de la famille nucléaire ont émergé dans les milieux queers : « *Les personnes hétérosexuelles et cisgenres ont des familles, les personnes queers, elles, font famille. [...] La famille n'est, sauf exception, pas quelque chose qui leur arrive, mais au contraire, le fruit d'une réflexion étayée, d'un travail, d'une série de choix*¹⁰. » Or, la famille dite « classique » restant encore aujourd'hui la norme, tant au niveau sociétal que politique, cela pose une question d'égalité face à la loi : un type de famille mérite-t-il plus de droits qu'un autre ? □

1. De Camille Froidevaux-Metterie, Stock et Philosophie Magazine Éditeur, 2023.

2. Personne qui vit avec la maman même si elle n'a pas de lien de filiation avec l'enfant nouveau-né. Cf. site de l'ONE.

3. Extrait d'un commentaire sur un réseau social, cité p. 9 dans Alice Raybaud, *Nos puissantes amitiés*, La Découverte, 2024.

4. Alice Raybaud, *Nos puissantes amitiés*, La Découverte, 2024.

5. Alice Raybaud, *idem*, p. 90.

6. Johanna Cincinatis, *Elles vécurent heureuses. L'amitié entre femmes comme idéal de vie*, Stock, 2024, p. 123.

7. Johanna Cincinatis, *idem*.

8. *Idem*, p. 157-158.

9. Alice Raybaud, *idem*, p. 184.

10. Gabrielle Richard, *Faire famille autrement*, Binge Audio Éditions, 2022.

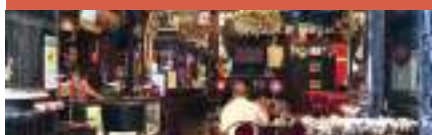
SOMMAIRE

2 Une toute petite phrase (édito)



Pourquoi consacrer tout un numéro à une si petite phrase ? Parce qu'elle a une histoire, parce qu'elle est actuelle et qu'elle permet de déplier beaucoup de questions essentielles. Encore faut-il s'entendre sur ce qu'on veut dire par « politique », et se demander ce qui la concerne... Tout ? Vraiment tout ?

3 T'es neutre, toi ?



Billy et Renée au Café du commerce. *Billy et Renée ne sont d'accord sur rien mais discutent de tout. Dès qu'ils ont eu vent du sujet de ce Contrastes, ils se sont donné rendez-vous au café pour en parler en long et en large. Nous avons enregistré leurs plus belles perles.*

6 Tout peut être changé



Prendre conscience que tout est politique, prendre conscience de ce que cela implique est une base fondamentale de notre travail en éducation permanente. En effet, penser le monde et nommer les choses telles qu'elles sont, c'est se donner les moyens de changer ce que nous souhaitons changer.

10 « La politique est toujours une activité collective »



Interview. Philosophe et militant, Jean-Baptiste Ghins adopte un point de vue critique sur le slogan « Tout est politique », souvent utilisé selon lui pour faire peser une responsabilité morale sur les individus. Le « moment politique » commence justement, dit-il, quand on agit ensemble dans la construction d'une culture commune.

14 Le pouvoir d'acheter ou de ne pas acheter



On entend souvent la maxime « consommer, c'est voter trois fois par jour ». Chaque achat du quotidien (sa nature, sa provenance, son label...) aurait une portée politique, consciente ou non. Mais dans une société de surconsommation, acheter peut-il vraiment rester un acte de transformation politique ?

17 Nos liens les plus intimes sont aussi politiques



Nos façons d'aimer, de faire famille ou de tisser des amitiés ne relèvent pas seulement du choix individuel : elles sont façonnées par les normes sociales et les décisions politiques. De l'intimité des corps aux modèles familiaux, cet article montre en quoi nos liens les plus forts s'inscrivent dans des modèles de société qui s'imposent à nous... mais qui évoluent.

Prix au n° : 5€

Pour s'abonner (Contrastes + Fourmilière) :

Versez 21€ au compte BE46 7865 7139 3436 des Équipes Populaires, avec la mention : "Abonnement à Contrastes" + votre nom

